



Ministère de la culture

Direction générale des médias et des industries culturelles

Consultation publique

sur les modifications apportées au projet de décret relatif à la contribution cinématographique et audiovisuelle des éditeurs de services de télévision et aux éditeurs de services de radio distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel

Octobre 2021

La Direction générale des médias et des industries culturelles du ministère de la culture a lancé une consultation publique le 30 juillet 2021 sur un projet de décret relatif à la contribution cinématographique et audiovisuelle des éditeurs de services de télévision distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel qui se substitue au décret n° 2010-416 du 27 avril 2010 (décret câble-satellite).

Pour tenir compte des réponses reçues des professionnels au cours du mois de septembre 2021, des modifications ont été apportées au projet de décret.

Le tableau annexé ci-dessous présente ce projet modifié en mode apparent (ajouts en gras et suppressions en barré) et commenté.

Questions :

Quelles observations ces modifications apportées au projet de décret appellent-elles de votre part ?

Les réponses à la consultation devront être transmises au plus tard **le 21 octobre 2021**, par voie postale ou par voie électronique à :

**Monsieur le Directeur général des médias et des industries culturelles
Ministère de la culture**

Consultation publique sur les modifications apportées au projet de décret relatif à la contribution cinématographique et audiovisuelle des éditeurs de services de télévision et aux éditeurs de services de radio distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel

**182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01**

mél. : consultation-cabsat.dgmic@culture.gouv.fr

Les réponses seront considérées comme publiques et pourront être mises en ligne sur le site de la Direction générale des médias et des industries culturelles à l'exception des éléments dont la confidentialité sera explicitement demandée. Les réponses peuvent utilement être appuyées par des documents ou études complémentaires qui resteront confidentiels.

PROJET DE DECRET « CABLE-SATELLITE »

PROJET DE DECRET	COMMENTAIRE
TITRE 1^{er} DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉDITEURS DE SERVICES DE RADIO	
Article 1^{er} Les éditeurs de services de radio mentionnés au I de l'article 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, établis en France au sens de l'article 43-3 de cette même loi et dont le chiffre d'affaires annuel net est supérieur à 75 000 euros concluent avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel une convention dont l'objet est de préciser les obligations mentionnées aux articles 3 et 4.	Conventionnement des services de radio
Article 2 Pour les éditeurs de services de radio en langue française ou dans une langue régionale en usage en France dont la part des programmes consacrés à la musique de variété représente plus de 50 % du temps total de diffusion, la convention fixe la proportion d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France. Dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de la conclusion de la première convention, la part des programmes consacrés à la musique de variété doit comporter un minimum de 40 % de chansons d'expression française, dont la moitié au moins provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions. Toutefois, pour des formats spécifiques, la convention peut fixer ces proportions au niveau de celles qui sont prévues aux troisième et quatrième alinéas du 2° bis de l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée. Lorsqu'un éditeur propose au public un service composé de plusieurs programmes de radio simultanés, les proportions mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être calculées globalement sur l'ensemble des programmes qui consacrent plus de 50 % de leur temps total de diffusion à la musique de variété.	Quotas de chansons francophones
Article 3 Les dispositions du décret du 6 avril 1987 susvisé sont applicables aux éditeurs de services de	Régime publicitaire

<p>radio.</p> <p>Les articles 22 et 23, 25 à 27 du décret du 27 mars 1992 susvisé sont applicables aux émissions de téléachat diffusées par ces services.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 4</p> <p>Le temps maximal consacré à la diffusion de messages publicitaires est fixé par la convention conclue avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel, sans pouvoir excéder douze minutes pour une heure donnée.</p> <p>La convention précise également les obligations prévues au deuxième alinéa de l'article 25 et à l'article 27 du décret du 27 mars 1992 susvisé.</p>	Régime publicitaire
<p>TITRE II</p> <p>DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉDITEURS DE SERVICES DE TELEVISION</p>	
<p>Chapitre I^{er}</p> <p>Dispositions communes</p>	
<p>Section 1</p> <p>Chiffre d'affaires annuel net</p>	
<p style="text-align: center;">Article 5</p> <p>I. - Pour l'application du présent titre, ne sont pas pris en compte dans le chiffre d'affaires annuel net d'un service on entend par chiffre d'affaires net d'un service, le chiffre d'affaires relatif à l'édition en France de ce service, après déduction de :</p> <p>1° La taxe sur la valeur ajoutée ;</p> <p>2° La taxe prévue à l'article L. 115-6 du code du cinéma et de l'image animée ;</p> <p>3° Les frais de régie publicitaire dûment justifiés ;</p> <p>4° La part consacrée à la programmation d'émissions sur une zone géographique dont la population recensée est inférieure à 10 millions d'habitants ;</p>	<p style="text-align: center;">Assiette de la contribution</p> <p>Précision sur l'assiette : centrée sur les recettes liées à l'édition du service et circonscrite à l'exploitation en France de ce service.</p>

<p>5° Pour les services dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 200 millions d'euros, les recettes provenant de la promotion effectuée sur le service de l'éditeur dont le paiement intervient par compensation dans le cadre d'un échange de biens ou de services, dans la limite de 10 % du chiffre d'affaires annuel de l'éditeur de services ;</p> <p>Les sommes mentionnées aux 1° et 3° ne sont pas prises en compte pour le calcul du chiffre d'affaires mentionné à l'alinéa précédent.</p> <p>6° Lorsque l'éditeur bénéficie de ressources provenant de financements publics pris en charge par plusieurs Etats dont la France, la part des ressources provenant de ces autres Etats.</p> <p>II. - Lorsque l'éditeur bénéficie de ressources provenant de financements publics pris en charge par plusieurs Etats dont la France, on entend par chiffre d'affaires net du service le total des ressources reçues des distributeurs de services pour l'exploitation en France du service sur tout réseau et par tout procédé de communications électroniques, ainsi que celles issues des recettes publicitaires, de parrainage, de téléachat et de placement de produits, après déduction des sommes mentionnées aux 1° à 5° du I du présent article</p> <p>.</p> <p>IIII. - Lorsque les éditeurs de services sont constitués sous forme d'association au sens du troisième alinéa de l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, on entend par chiffre d'affaires le montant des ventes de produits et services liées à l'activité courante et le montant des cotisations, subventions et produits de toute nature liés à l'activité courante.</p> <p>IIIV. - Pour l'application des dispositions relatives à la contribution à la production d'œuvres audiovisuelles, le chiffre d'affaires annuel net du service défini aux I et II du présent article comprend les recettes issues de l'exploitation des services de télévision de rattrapage mentionnés au onzième alinéa du I de l'article 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée.</p>	<p>Prise en compte de la spécificité de l'assiette de TV5 Monde</p>
<p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>Pour les services qui ne sont pas établis en France et qui ne relèvent pas de la compétence de la France, le chiffre d'affaires annuel net du service pris en compte est celui réalisé sur le territoire français.</p>	<p style="text-align: center;">Précision de l'assiette pour les services étrangers visant la France</p> <p>Précision devenue inutile du fait du recentrage de l'assiette sur les recettes perçues en France.</p>
<p style="text-align: center;">Article 7</p> <p>Lorsque l'éditeur de services est contrôlé, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, par un distributeur de services, ou lorsque le distributeur de services est contrôlé, au sens du même article, par cet éditeur de services ou la personne qui le contrôle, les ressources reçues par l'éditeur pour l'exploitation de son service par ce distributeur sont réputées ne pas être</p>	<p style="text-align: center;">Dispositif anti-minoration de recettes</p>

<p>inférieures à 70 % des ressources perçues par le distributeur auprès des usagers si l'accès à ce service fait l'objet d'un abonnement spécifique.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 8</p> <p>Lorsque l'utilisateur du service bénéficie, sans pouvoir y renoncer, de services complémentaires d'une autre nature ne requérant pas la souscription d'un abonnement, la convention fixe la part du chiffre d'affaires qui doit être prise en compte en tenant notamment compte de la valeur économique du service au sein de l'offre composite et des usages de valorisation en la matière. Si l'éditeur s'abstient de fournir les informations nécessaires à la fixation de cette part, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut retenir le chiffre d'affaires résultant de l'ensemble de ces services.</p> <p>Lorsque l'accès au service fait l'objet d'un abonnement conjoint, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut vérifier que les ressources reçues par l'éditeur correspondent à des conditions normales de marché, notamment au regard de celles reçues soit auprès d'autres distributeurs pour l'exploitation du même service, soit auprès du même distributeur pour l'exploitation de services équivalents.</p>	<p>Dispositif anti-minoration de recettes</p>
<p style="text-align: center;">Article 9</p> <p>Les conventions précisent notamment les modalités selon lesquelles les éléments nécessaires à la détermination du chiffre d'affaires de chaque service sont portés à la connaissance du Conseil supérieur de l'audiovisuel.</p> <p>Les éditeurs produisent une déclaration certifiée par un commissaire aux comptes comprenant les éléments de comptabilité analytique nécessaires à la détermination du chiffre d'affaires de chaque service en fonction de son mode de commercialisation ou de sa nature.</p>	<p>Contrôle et déclaration</p>
<p>Section 2</p> <p>Conventions entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services</p>	
<p style="text-align: center;">Article 10</p> <p>Les éditeurs de services de télévision mentionnés au I de l'article 33-1 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée établis en France au sens de l'article 43-3 de cette même loi et dont le chiffre d'affaires annuel net est supérieur à 150 000 euros concluent avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel une convention dont l'objet est de définir les obligations particulières qui leur sont applicables.</p>	<p>Editeurs établis en France</p>
<p>Article 11</p>	<p>Editeurs étrangers visant la France</p>

<p>Les éditeurs de services de télévision qui ne sont pas établis en France et ne relèvent pas de la compétence de la France au sens de l'article 43-2 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée mais visent le territoire français peuvent conclure avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel la convention prévue au III de l'article 43-7 de la même loi.</p> <p>A défaut, le Conseil supérieur de l'audiovisuel leur notifie dans les conditions prévues au IV du même article les modalités de leur contribution au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles et les modalités selon lesquelles les éditeurs de services justifient du respect de leurs obligations et communiquent les données relatives à leur activité en France. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel détermine alors l'ensemble des éléments dont les dispositions du présent décret prévoient qu'elles sont fixées par les conventions. Il ne peut procéder aux adaptations prévues aux articles 29 et 46 qu'avec l'accord de l'éditeur du service.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 12</p> <p>Les éditeurs de services de télévision qui ne sont pas établis en France et qui relèvent de la compétence de la France dans les conditions prévues à l'article 43-4 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ou selon les critères prévus par la convention européenne du 5 mai 1989 sur la télévision transfrontière sont soumis aux dispositions du chapitre II du titre II du présent décret, à l'exception des modulations conventionnelles organisées par le présent décret.</p> <p>Ces dispositions, ainsi que celles relatives aux obligations de diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles prévues aux articles 7 et 13 du décret du 17 janvier 1990 susvisé, ne sont toutefois pas applicables :</p> <p>1° A la part des programmes diffusés dans une autre langue que celles des Etats membres de l'Union européenne ou signataires de l'accord sur l'Espace économique européen sur le territoire de l'un de ces Etats ;</p> <p>2° A la part des programmes diffusés dans une autre langue que celles des Etats parties à la convention européenne sur la télévision transfrontière sur le territoire de l'un de ces Etats.</p>	<p style="text-align: center;">Editeurs non conventionnés relevant de la compétence de la France (notamment ceux diffusés sur Eutelsat)</p>
<p style="text-align: center;">Chapitre II Contribution au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles</p>	
<p style="text-align: center;">Section 1 Dispositions communes</p>	

<p style="text-align: center;">Article 13</p> <p>Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux services de télévision qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 5 millions d'euros et dont l'audience est supérieure à 0,5 % de l'audience totale en France des services de télévision distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.</p>	<p style="text-align: center;">Seuils d'exonération</p> <p>L'introduction d'un mécanisme de progressivité de la contribution, non prévue dans les autres décrets, serait trop complexe. Les seuils et abattements proposés sont suffisants.</p> <p>Le seuil d'audience est fondé sur la seule audience des chaînes du câble et du satellite.</p> <p>Pas d'exemption de contribution fondée sur la nature de la programmation.</p> <p>Précisions concernant les déclinaisons de programmes d'un même service non nécessaires : ces déclinaisons sont issues d'un seul et même service, le chiffre d'affaires est donc calculé au niveau du service et non de chaque déclinaison.</p>
<p style="text-align: center;">Article 14</p> <p>Lorsque le service vise le territoire d'un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen susvisé et que cet État exige qu'il verse à ce titre des contributions financières, ces contributions sont déduites de celles dues en application des articles 19, 25, 35 et 42 selon des modalités précisées par la convention.</p>	<p style="text-align: center;">Déduction des dépenses des éditeurs prises en compte dans d'autres États-membres de l'UE (directive SMA)</p> <p>Conséquence du recentrage de l'assiette sur les recettes perçues en France.</p>
<p style="text-align: center;">Article 15</p> <p>I. – Constituent des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, européennes ou d'expression originale française, les sommes consacrées :</p> <p>1° A l'achat de droits de diffusion pour lequel l'engagement contractuel est signé avant la date du début des prises de vues d'une œuvre cinématographique ou avant la fin de la période de prise de vues d'une œuvre audiovisuelle. Les sommes correspondantes doivent être versées intégralement dans les trente jours suivant la sortie de l'œuvre en salles en France et, au plus tard, dans les soixante jours de l'ouverture des droits, sous réserve de la livraison d'un matériel de diffusion conforme aux normes professionnelles en vigueur ;</p> <p>2° A l'investissement en parts de producteur pour lequel l'engagement contractuel est signé avant la date du début des prises de vues d'une œuvre cinématographique ou avant la fin de la période de prise de vues d'une œuvre audiovisuelle. Les sommes correspondantes doivent être</p>	<p style="text-align: center;">Liste des dépenses éligibles</p>

versées au producteur délégué à hauteur d'au moins 90 % de leur montant au plus tard le dernier jour de tournage ;

3° A l'achat de droits de diffusion autres que ceux mentionnés au 1° ;

4° Au financement de travaux d'écriture et de développement ;

5° A l'adaptation aux personnes aveugles ou malvoyantes des œuvres prises en compte au titre de l'obligation ;

6° Au doublage et au sous-titrage des œuvres prises en compte au titre des obligations de contribution à la production cinématographique et audiovisuelle, dans la limite de 2,5 % du montant des obligations qui doivent être consacrées à ces deux genres d'œuvres ;

7° A la sauvegarde, la restauration ou la mise en valeur des œuvres du patrimoine cinématographique et audiovisuel d'expression originale française, dans la limite de 2,5 % du montant total de l'obligation. Constituent des dépenses de sauvegarde, de restauration et de mise en valeur des œuvres du patrimoine cinématographique et audiovisuel les sommes consacrées au financement de travaux destinés à l'établissement d'éléments de tirage et des supports de toute nature nécessaires à la diffusion des œuvres dont l'éditeur de services a acquis les droits ;

8° Pour la contribution à la production audiovisuelle, au financement de la formation des auteurs et à la promotion des œuvres prises en compte au titre de l'obligation, dans la limite de 2,5 % du montant de celle-ci.

II. – Les dépenses mentionnées au I peuvent porter sur des œuvres audiovisuelles européennes ou d'expression originale française exploitées sur des services de communication au public en ligne de l'éditeur, de ses filiales ou des filiales de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée sous réserve qu'elles soient éligibles aux aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée.

III. – Les dépenses doivent être réalisées :

- soit par l'éditeur de services ;

- soit par une société commerciale, ayant pour objet la réalisation de ces opérations, contrôlée par cet éditeur au sens de l'article L. 233 3 du code de commerce ;

- soit par un groupement d'intérêt économique au sens de l'article L. 251 1 du code de commerce ou un groupement européen d'intérêt économique au sens de l'article L. 252 1 du

<p>même code ayant le même objet constitué exclusivement entre, d'une part, l'éditeur de services et, d'autre part, des sociétés qu'il contrôle, la société le contrôlant ou des sociétés placées sous le contrôle de cette dernière au sens de l'article L. 233 3 du code de commerce.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 16</p> <p>Pour la contribution consacrée aux œuvres cinématographiques, seules les dépenses engagées au titre de l'exploitation de ces œuvres en France sont prises en compte. Ces dépenses sont identifiées dans les contrats et sont prises en compte dans la limite de 75 % de l'ensemble des dépenses engagées lorsque des dépenses sont engagées au titre de l'exploitation de l'œuvre dans d'autres pays.</p> <p>Pour la contribution consacrée aux œuvres audiovisuelles, les dépenses engagées au titre de l'exploitation de ces œuvres tant en France qu'à l'étranger sont prises en compte.</p>	<p>Droits France / Droits Monde</p>
<p style="text-align: center;">Article 17</p> <p>Les sommes mentionnées à l'article 15 sont prises en compte au titre de l'exercice au cours duquel le service a commencé à exécuter l'engagement financier correspondant. Si un contrat concerne plusieurs œuvres, le montant total des sommes afférentes à chaque œuvre est pris en compte au titre de l'exercice au cours duquel le versement de ces sommes a commencé.</p>	<p style="text-align: center;">Exercice de comptabilisation des dépenses</p> <p>Possibilité de comptabiliser les achats de droits au jour de la signature du contrat prévue dans les modulations conventionnelles (15° de l'article 29).</p>
<p style="text-align: center;">Section 2</p> <p style="text-align: center;">Dispositions applicables aux services autres que ceux mentionnés aux sections 3 à 5</p>	
<p style="text-align: center;">Sous-section 1</p> <p style="text-align: center;">Contribution au développement de la production d'œuvres cinématographiques</p>	
<p style="text-align: center;">Article 18</p> <p>Les dispositions de la présente sous-section ne sont pas applicables aux services qui diffusent chaque année civile un nombre d'œuvres cinématographiques différentes de longue durée inférieur ou égal à 52 sans que le nombre annuel total de diffusions et de rediffusions de toute nature de ces œuvres excède 104.</p>	<p>Champ d'application</p>
<p style="text-align: center;">Article 19</p> <p>I. - Sous réserve des dispositions particulières relatives à la globalisation des obligations</p>	<p>Montant de la contribution</p>

<p>prévues par les articles [6-1 et 38-1] du décret n° 2010-747 du 2 juillet 2010 et [l'article 26-1] du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021, les services consacrent chaque année au moins 3,2 % de leur chiffre d'affaires net de l'exercice précédent à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques européennes.</p> <p>La part de cette obligation composée de dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres d'expression originale française doit représenter au moins 2,5 % du chiffre d'affaires net de l'exercice précédent.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 20</p> <p>Les contrats d'achat des droits mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article 15 fixent un prix d'acquisition distinct pour chaque diffusion.</p>	Modalités de l'investissement
<p style="text-align: center;">Article 21</p> <p>Pour les services qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 150 millions d'euros, les dépenses mentionnées aux 1°, 2° et 4° du I de l'article 15 représentent au moins 90 % de l'obligation mentionnée au premier alinéa de l'article 19.</p> <p>Pour les services dont le chiffre d'affaires annuel net est compris entre 75 et 150 millions d'euros, les conventions fixent, de manière progressive, la part de l'obligation qui doit être consacrée aux dépenses mentionnées aux 1°, 2° et 4° du I de l'article 15.</p>	Part de préfinancement
<p style="text-align: center;">Article 22</p> <p>Au moins trois quarts des dépenses mentionnées aux 1° et 2° du I de l'article 15 sont consacrés au développement de la production indépendante, selon des critères liés à l'œuvre cinématographique et à l'entreprise qui la produit.</p> <p>I. - Est réputée relever de la production indépendante l'œuvre dont les modalités d'exploitation répondent aux conditions suivantes :</p> <p>1° Lorsque les droits de diffusion stipulés au contrat sont acquis à titre exclusif, leur durée n'excède pas dix-huit mois ;</p> <p>2° L'éditeur de services ne détient pas, directement ou indirectement, les droits secondaires ou mandats de commercialisation de l'œuvre pour plus d'une des modalités d'exploitation suivantes :</p> <p>a) Exploitation en France, en salles ;</p>	Production indépendante

<p>b) Exploitation en France, sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public ;</p> <p>c) Exploitation en France, sur un service de télévision autre que celui qu'il édite ;</p> <p>d) Exploitation en France et à l'étranger, sur un service de médias audiovisuels à la demande ;</p> <p>e) Exploitation à l'étranger, en salles, sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public et sur un service de télévision.</p> <p>Pour l'application de ces conditions, les droits secondaires et mandats de commercialisation détenus indirectement par un éditeur de services s'entendent de ceux détenus par une entreprise contrôlée par l'éditeur de services ou une personne le contrôlant, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.</p> <p>La qualification d'œuvre relevant de la production indépendante est attribuée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel après avis du Centre national du cinéma et de l'image animée.</p> <p>II. - Est réputée indépendante d'un éditeur de services l'entreprise de production qui répond aux conditions suivantes :</p> <p>1° L'éditeur de services ne détient pas, directement ou indirectement, de part de son capital social ou de ses droits de vote ;</p> <p>2° L'entreprise de production ne détient pas, directement ou indirectement, de part de capital social ou des droits de vote de l'éditeur de services ;</p> <p>3° Aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires contrôlant cette entreprise au sens de l'article L. 233 3 du code de commerce ne contrôle, au sens du même article, l'éditeur de services.</p>	
<p style="text-align: center;">Sous-section 2 Contribution au développement de la production d'œuvres audiovisuelles</p>	
<p style="text-align: center;">Article 23</p> <p>Les dispositions de la présente sous-section ne sont pas applicables aux services de télévision qui réservent annuellement moins de 20 % de leur temps de diffusion à des œuvres audiovisuelles.</p>	<p style="text-align: center;">Champ d'application</p>
<p style="text-align: center;">Article 24</p>	<p style="text-align: center;">Précisions relatives à la TVR</p>

<p>Pour l'application de la présente sous-section, les services de télévision de rattrapage ne sont pas regardés comme des services distincts des services de télévision dont ils sont issus, sous les réserves suivantes :</p> <p>1° Ces services ne sont pas pris en compte pour le calcul du seuil de 20 % mentionné à l'article 23 ;</p> <p>2° Les droits mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article 15 pour l'exploitation d'une œuvre sur un service de télévision de rattrapage font l'objet d'une identification spécifique dans les contrats.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 25</p> <p>Sous réserve des dispositions relatives à la globalisation des obligations prévues par les articles du décret TNT et [l'article 26-1] du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021, les services consacrent chaque année au moins 16 % de leur chiffre d'affaires annuel net de l'exercice précédent à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres audiovisuelles européennes ou d'expression originale française.</p> <p>La part de l'obligation prévue au premier alinéa composée de dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres patrimoniales représente au moins 11,2 % du chiffre d'affaires annuel net de l'exercice précédent.</p> <p>Pour les services qui consacrent annuellement plus de la moitié de leur temps de diffusion à des captations ou des créations de spectacles vivants et des vidéomusiques, ces dernières devant représenter au moins 40 % du temps annuel de diffusion, les taux mentionnés aux premier et deuxième alinéas sont respectivement fixés à 8 % et 7,5 %.</p> <p>Sont patrimoniales au sens de la présente sous-section les œuvres énumérées à la première phrase du deuxième alinéa du 3° de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée.</p>	<p>Montant de la contribution</p>
<p style="text-align: center;">Article 26</p> <p>Les œuvres d'expression originale française représentent au moins 85 % des obligations mentionnées à l'article 25.</p>	<p>Part EOF</p>
<p style="text-align: center;">Article 27</p> <p>Pour les services dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 millions d'euros, les dépenses mentionnées au 1°, 2° et 4° du I de l'article 15 représentent au moins 75 % des obligations mentionnées à l'article 25.</p>	<p>Part de préfinancement</p>

Article 28

I. - Au moins deux tiers des dépenses mentionnées à l'article 25 sont consacrés au développement de la production indépendante, selon des critères liés à l'œuvre et à l'entreprise qui la produit.

II. - Est réputée relever de la production indépendante l'œuvre dont les modalités d'exploitation répondent aux conditions suivantes :

1° La durée des droits stipulés au contrat n'excède pas trente-six mois. ~~Lorsque l'éditeur a financé moins de 50 % du devis de l'œuvre, ces droits comprennent la diffusion sur un service de télévision et, pour une durée précisée par la convention ou le cahier des charges, l'exploitation sur un service de télévision de rattrapage. Lorsque l'éditeur a financé au moins 50 % du devis de l'œuvre et que sa contribution est définie globalement par application de l'article 31, ces droits comprennent la diffusion sur l'ensemble des services de télévision et l'exploitation sur l'ensemble des services de médias audiovisuels à la demande de l'éditeur, de ses filiales et des filiales de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ;~~

2° L'éditeur de services ne prend pas personnellement ou ne partage pas solidairement l'initiative et la responsabilité financière, technique et artistique de la réalisation de l'œuvre et n'en garantit pas la bonne fin ;

3° L'éditeur de services ne détient pas, directement ou indirectement, de parts de producteur sauf lorsqu'il a financé au moins 50 % du devis de production de l'œuvre annexé au contrat de coproduction. L'investissement de l'éditeur de services en parts de producteur n'excède pas la moitié des dépenses de l'éditeur de services dans l'œuvre ;

4° Pour les dépenses mentionnées aux 1° et 2° du I de l'article 15, l'éditeur de services ne détient pas de mandats de commercialisation lorsque le producteur dispose pour l'œuvre en cause d'une capacité de distribution, interne ou par l'intermédiaire d'une de ses filiales ou d'une filiale de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, ou d'un accord-cadre conclu avec une entreprise de distribution.

Les mandats de commercialisation font l'objet d'un contrat distinct et doivent être négociés dans des conditions équitables, transparentes et non discriminatoires, précisées par les conventions.

III. - Est réputée indépendante d'un éditeur de services l'entreprise de production dans laquelle l'éditeur de services ou la ou les personnes le contrôlant au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ne détiennent pas, directement ou indirectement, de part de son capital social ou de ses droits de vote.

Production indépendante

Prise en compte de la spécificité des chaînes du câble et du satellite.

<p style="text-align: center;">Sous-section 3 Modulations de la contribution</p>	
<p style="text-align: center;">Article 29</p> <p>Prenant en compte les accords conclus entre les éditeurs de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, y compris, pour la partie de ces accords qui affectent directement leurs intérêts, des organisations professionnelles et organismes de gestion collective représentant les auteurs, les conventions peuvent :</p> <p>1° Fixer la part de l'obligation mentionnée au premier alinéa de l'article 21 à un niveau inférieur sans pouvoir descendre en dessous de 80 % ;</p> <p>2° Fixer la part de l'obligation qui doit être réservée à des œuvres audiovisuelles d'expression originale française par application de l'article 25 26 à un niveau supérieur ou inférieur, sans pouvoir descendre en dessous de 60 % ;</p> <p>3° Prévoir que les œuvres patrimoniales européennes qui ne sont pas d'expression originale française doivent être éligibles aux aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée ;</p> <p>4° Fixer l'obligation consacrée aux œuvres patrimoniales mentionnée aux deuxième et troisième alinéas de l'article 25 à un niveau inférieur sans pouvoir descendre respectivement en dessous de 8 % et 4,5 % ;</p> <p>5° Porter la prise en compte de chacune des sommes mentionnées aux 6°, 7° et 8° du I de l'article 15 jusqu'à 5 % du montant des obligations en cause et inclure, pour les dépenses mentionnées au 7° du I de cet article, le financement d'émissions inédites réalisées en plateau consacrées aux œuvres du patrimoine audiovisuel et cinématographique et à leur histoire ;</p> <p>6° Valoriser avec un coefficient multiplicateur, dans la limite du double de leur montant, les dépenses dans des œuvres cinématographiques sorties en salle en France depuis au moins trente ans ainsi que les dépenses dans des captations ou créations de spectacle vivant satisfaisant à un niveau de qualité artistique et technique apprécié, le cas échéant, après avis du président du Centre national du cinéma et de l'image animée, dans les conditions définies par la convention ;</p> <p>7° Fixer la part de la contribution qui doit être consacrée au développement de la production</p>	<p style="text-align: center;">Modulations conventionnelles</p> <p>Correction d'une coquille.</p>

indépendante à des niveaux différents de ceux prévus aux articles 22 et 28. Sans pouvoir être inférieurs à 50 %, ces niveaux peuvent être abaissés en contrepartie d'engagements supplémentaires en faveur de l'indépendance selon des critères liés à l'œuvre et à l'entreprise qui la produit ;

8° Adapter les conditions dans lesquelles une œuvre est réputée relever de la production indépendante, en :

- augmentant la durée mentionnée au 1° du I de l'article 22 sans pouvoir excéder trente-six mois et celle mentionnée au 1° du II de l'article 28 sans pouvoir excéder soixante mois ;

~~- dérogeant, en fonction des genres d'œuvres et du niveau de financement du devis par l'éditeur, à la nature et à l'étendue des droits mentionnés au 1° du II de l'article 28 ;~~

- dérogeant aux dispositions du 2° du I de l'article 22 et à celles du 3° du II de l'article 28 ;

- augmentant la part du capital social ou des droits de vote détenue, directement ou indirectement, par l'entreprise de production dans l'éditeur de services ou par l'éditeur de services dans l'entreprise de production sans pouvoir excéder 15 % ;

- permettant, par dérogation au 4° du II de l'article 28, à l'éditeur de services de détenir des mandats de commercialisation lorsque le producteur dispose pour l'œuvre en cause d'une capacité de distribution, interne ou par l'intermédiaire d'une filiale, ou d'un accord-cadre conclu avec une entreprise de distribution ;

9° Encadrer la part de la contribution qui n'est pas consacrée à la contribution à la production indépendante mentionnée à l'article 28, notamment pour la réserver aux filiales de l'éditeur ;

10° Permettre de reporter, sur les exercices suivants, la réalisation d'une partie des obligations prévue aux articles 19 et 25, dans la limite de 15 % de celles-ci et sur une période définie par la convention ou le cahier des charges, ou de rattacher à un exercice, dans la même limite et sur la même période, les dépenses engagées lors d'un exercice précédent qui n'ont pas encore été prises en compte ;

11° Inclure, pour le respect de l'obligation mentionnée au premier alinéa de l'article 25 et sous réserve du deuxième alinéa du même article, des dépenses consacrées à des émissions, autres que de fiction, majoritairement réalisées en plateau et décomptées pour 50 % de leur montant ou 75 % de leur montant lorsqu'elles sont investies dans des formats originaux ;

12° Fixer l'obligation prévue au premier alinéa de l'article 25 à un niveau inférieur, sans pouvoir descendre au-dessous de 12 %. Les dépenses dans les œuvres audiovisuelles autres que

Conséquence de la suppression des deuxièmes et troisièmes phrases du 1° du II de l'article 28.

<p>celles définies au deuxième alinéa de l'article 25 ne sont alors décomptées qu'à hauteur de 75 % de leur montant ;</p> <p>13° Déduire du chiffre d'affaires net de l'exercice les recettes provenant de l'exploitation des œuvres financées par l'éditeur ou provenant des cessions de droits de diffusion d'œuvres sur lesquelles porte la contribution lorsque ces cessions interviennent entre services de télévision ou de médias audiovisuels à la demande de l'éditeur ou de ses filiales ou des filiales de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ;</p> <p>14° Préciser, pour les dépenses mentionnées au 1° du I de l'article 15, les conditions dans lesquelles l'éditeur peut détenir un droit sur les recettes d'exploitation lorsqu'il a financé une part substantielle du coût total de l'œuvre audiovisuelle ;</p> <p>15° Prévoir, par dérogation à l'article 17, que les sommes mentionnées au 3° du I de l'article 15 soient prises en compte au jour de la signature du contrat.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 30</p> <p>Lorsque l'éditeur de service ne déclare que des dépenses engagées au titre de l'exploitation des œuvres en France et, le cas échéant, dans d'autres territoires francophones limitrophes, la convention peut réduire, dans la limite d'un quart, les proportions figurant à l'article 25, au 4° et au 12° de l'article 29 sont réduites d'un quart.</p> <p>Ces dépenses sont identifiées dans les contrats et sont prises en compte dans la limite de 75 % de l'ensemble des dépenses engagées lorsque des dépenses sont engagées au titre de l'exploitation de l'œuvre dans d'autres pays.</p>	<p>Modulation de la contribution en cas de prise en compte des seuls droits France</p> <p>Précisions et extensions apportées à ce régime.</p>
<p style="text-align: center;">Article 31</p> <p>Lorsque l'éditeur de service en fait la demande au plus tard le 1^{er} juillet, les conventions peuvent prévoir que la contribution de l'éditeur de services au développement de la production pour l'exercice en cours est définie globalement, respectivement pour les œuvres cinématographiques et pour les œuvres audiovisuelles, pour plusieurs services de télévision ou de médias audiovisuels à la demande d'un même éditeur, d'un éditeur et de ses filiales, ou d'un éditeur et des filiales de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée.</p> <p>Dans ce cadre et en l'absence de mentions particulières dans la convention prenant en compte des accords conclus postérieurement à l'entrée en vigueur du décret n°... du ...[projet de décret cabsat] entre un éditeur de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, les conditions</p>	<p style="text-align: center;">Possibilité de mutualisation de la contribution à la production</p> <p>En cas de mutualisation et par défaut, la définition de l'indépendance d'une œuvre est celle applicable au service de l'éditeur qui finance le plus l'œuvre parmi tous les services du groupe.</p>

<p>d'exploitation d'une œuvre relevant de la production indépendante sont celles qui sont applicables, conformément aux dispositions du présent décret, du décret n° du [décret TNT] ou du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021 [SMAD], au service de l'éditeur, de sa filiale ou de la filiale de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, dont le niveau d'investissements dans cette œuvre est le plus élevé.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 32</p> <p>Les conventions peuvent déterminer les conditions dans lesquelles est assurée la diversité des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.</p>	<p>Diversité cinéma et audio</p>
<p style="text-align: center;">Article 33</p> <p>Sans préjudice des dispositions du 12° de l'article 29 et de l'article 30, pour les éditeurs de services dont le chiffre d'affaires annuel net est inférieur à 10 millions d'euros, les proportions figurant à l'article 25 sont réduites d'un quart et pour les éditeurs de services dont le chiffre d'affaires annuel net est égal ou supérieur à 10 millions d'euros et inférieur à 20 millions d'euros, ces mêmes proportions sont réduites de 10 %.</p>	<p style="text-align: center;">Abattement</p> <p>Introduction d'un abattement pour les éditeurs dont le CA est compris entre 10 et 20 M€.</p>
<p style="text-align: center;">Article 34</p> <p>Pour la première application des dispositions de la présente section à un éditeur de services, les proportions figurant aux articles 19 et 25 sont réduites de moitié la première année et d'un quart la seconde à compter de la date de la conclusion de la première convention. Cette dérogation n'est pas applicable aux éditeurs dont le service est distribué en France depuis plus de trois ans à la date d'entrée en vigueur du présent décret.</p>	<p style="text-align: center;">Montée en charge</p> <p>Alignement sur le décret SMAD.</p>
<p style="text-align: center;">Section 3 Dispositions applicables aux éditeurs de services de cinéma</p>	
<p style="text-align: center;">Sous-section 1 Contribution à la production d'œuvres cinématographiques</p>	
<p style="text-align: center;">Article 35</p> <p>Les services de cinéma consacrent chaque année une part de leur chiffre d'affaires annuel net de l'exercice en cours à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques européennes, au moins égale à :</p>	<p>Montant de la contribution</p>

~~1° 22 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai inférieur à neuf mois après sa sortie en salles en France, dont 19 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française ;~~

~~2° 20 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à neuf mois et inférieur à douze mois après sa sortie en salles en France, dont 17 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française ;~~

~~3° 18 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à douze mois et inférieur à dix huit mois après sa sortie en salles en France, dont 15 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française ;~~

~~4° 16 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à dix huit mois après sa sortie en salles en France, dont 13 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française.~~

I. - Les services de cinéma consacrent chaque année une part de leur chiffre d'affaires annuel net de l'exercice en cours à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques européennes, au moins égale à :

1° 16 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai inférieur à neuf mois après sa sortie en salles en France, dont 13 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française ;

2° 14 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à neuf mois et inférieur à douze mois après sa sortie en salles en France, dont 11,5 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française ;

3° 12 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à douze mois après sa sortie en salles en France, dont 10 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française.

II. – Par dérogation au I, les services de cinéma qui réservent annuellement plus de la moitié de leur temps de diffusion à des œuvres cinématographiques consacrent chaque année une part de leur chiffre d'affaires annuel net de l'exercice en cours à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques européennes, au moins égale à :

1° 18 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de

Régime « Canal + » si le service quitte la TNT (service de cinéma généraliste)

Régime des autres services de cinéma (adaptation à l'économie actuelle de ces services).

<p>longue durée dans un délai inférieur à douze mois après sa sortie en salles en France, dont 15 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française ;</p> <p>2° 16 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à douze mois et inférieur à dix-huit mois après sa sortie en salles en France, dont 13 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française.</p> <p>3° 14 % lorsqu'ils proposent annuellement au moins une œuvre cinématographique de longue durée dans un délai égal ou supérieur à dix-huit mois après sa sortie en salles en France, dont 11,5 % d'œuvres cinématographiques d'expression originale française.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 36</p> <p>L'éditeur de services ne détient pas, directement ou indirectement, de parts de producteur et ne prend pas personnellement ou ne partage pas solidairement l'initiative et la responsabilité financière, technique et artistique de la réalisation de l'œuvre et n'en garantit pas la bonne fin.</p>	<p style="text-align: center;">Interdiction des parts de coproduction (sauf accord renvoyé aux modulations conventionnelles)</p>
<p style="text-align: center;">Article 37</p> <p>Pour les services qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 150 millions d'euros, les dépenses mentionnées aux 1° et 4° du I de l'article 15 représentent au moins 80 % de l'obligation de contribution au développement de la production d'œuvres cinématographiques européennes mentionnée à l'article 35.</p> <p>Pour les services dont le chiffre d'affaires annuel net est compris entre 75 et 150 millions d'euros, les conventions fixent, de manière progressive, la part de l'obligation qui doit être consacrée aux dépenses mentionnées aux 1° et 4° du I de l'article 15.</p>	<p style="text-align: center;">Part de préfinancement</p>
<p style="text-align: center;">Article 38</p> <p>Les contrats d'achat des droits mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article 15 fixent un prix d'acquisition distinct pour chaque diffusion.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 39</p> <p>Au moins trois quarts des dépenses mentionnées au 1° du I de l'article 15 sont consacrés au développement de la production indépendante, selon des critères liés à l'œuvre cinématographique et à l'entreprise qui la produit tels que définis à l'article 22.</p> <p>Toutefois, est assimilée à une entreprise indépendante d'un éditeur de services l'entreprise qui</p>	<p style="text-align: center;">Part de production indépendante</p>

ne prend pas personnellement ou ne partage pas solidairement l'initiative et la responsabilité financière, technique et artistique de l'œuvre considérée et n'en garantit pas la bonne fin.	
Sous-section 2 Contribution à la production d'œuvres audiovisuelles	
<p style="text-align: center;">Article 40</p> <p>Les dispositions de la présente sous-section ne sont pas applicables aux services de télévision qui réservent annuellement moins de 20 % de leur temps de diffusion à des œuvres audiovisuelles sauf lorsque leur chiffre d'affaires annuel net de l'exercice précédent est supérieur à 350 millions d'euros.</p>	Champ d'application
<p style="text-align: center;">Article 41</p> <p>Pour l'application du présent chapitre, les services de télévision de rattrapage ne sont pas regardés comme des services distincts des services de télévision dont ils sont issus, sous les réserves suivantes :</p> <p>1° Ces services ne sont pas pris en compte pour le calcul du seuil de 20 % mentionné à l'article 40 ;</p> <p>2° Les droits mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article 15 pour l'exploitation d'une œuvre sur un service de télévision de rattrapage font toutefois l'objet d'une identification spécifique dans les contrats.</p>	Précision relative à la TVR
<p style="text-align: center;">Article 42</p> <p>Les services de cinéma consacrent chaque année 6 % 8 % de leur chiffre d'affaires annuel net de l'exercice précédent à des dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres audiovisuelles patrimoniales européennes ou d'expression originale française.</p> <p>Sont patrimoniales au sens de la présente section les œuvres énumérées à la première phrase du deuxième alinéa du 3° de l'article 27 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée.</p>	Montant de la contribution
<p style="text-align: center;">Article 43</p> <p>Les œuvres d'expression originale française représentent au moins 85 % de l'obligation mentionnée à l'article 42. Pour les services dont le chiffre d'affaires est supérieur à 350 millions d'euros, ce taux est porté à 90 %.</p>	Part EOF

<p style="text-align: center;">Article 44</p> <p>Pour les services dont le chiffre d'affaires est supérieur à 400 350 millions d'euros, les dépenses mentionnées au 1°, 2° et 4° du I de l'article 15 représentent au moins 75 % de l'obligation mentionnée à l'article 42.</p> <p>Pour les services dont le chiffre d'affaires annuel net est compris entre 100 et 350 millions d'euros, les conventions fixent, de manière progressive, la part de l'obligation qui doit être consacrée aux dépenses mentionnées aux 1°, 2° et 4° du I de l'article 15.</p>	<p style="text-align: center;">Part de préfinancement</p> <p>Assouplissement de l'obligation de préfinancement.</p>
<p style="text-align: center;">Article 45</p> <p>Au moins deux tiers des dépenses mentionnées à l'article 42 sont consacrés au développement de la production indépendante, selon les critères définis à l'article 28.</p>	<p style="text-align: center;">Part indépendante</p>
<p style="text-align: center;">Article 46</p> <p>Prenant en compte les accords conclus entre les éditeurs de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, y compris, pour la partie de ces accords qui affectent directement leurs intérêts, des organisations professionnelles et organismes de gestion collective représentant les auteurs, les conventions peuvent :</p> <p>1° Fixer la part de l'obligation mentionnée au premier alinéa de l'article 37 à un niveau inférieur sans pouvoir descendre en dessous de 70 % ;</p> <p>2° Fixer la part de l'obligation qui doit être réservée à des œuvres audiovisuelles d'expression originale française par application de l'article 43 à un niveau supérieur ou inférieur, sans pouvoir descendre en dessous de 60 % ;</p> <p>3° Prévoir, lorsque la part des œuvres patrimoniales d'expression originale française représente au moins 90 % de la contribution à des œuvres patrimoniales, que les œuvres patrimoniales européennes qui ne sont pas d'expression originale française doivent être éligibles aux aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée ;</p> <p>4° Porter la prise en compte de chacune des sommes mentionnées aux 6°, 7° et 8° du I de l'article 15 jusqu'à 5 % du montant des obligations en cause et inclure, pour les dépenses mentionnées au 7° du I de cet article, le financement d'émissions inédites réalisées en plateau consacrées aux œuvres du patrimoine cinématographique et à leur histoire ;</p>	<p style="text-align: center;">Modulations conventionnelles</p>

5° Valoriser avec un coefficient multiplicateur, dans la limite du double de leur montant, les dépenses dans des œuvres cinématographiques sorties en salle en France depuis au moins trente ans ainsi que les dépenses dans des captations ou créations de spectacle vivant satisfaisant à un niveau de qualité artistique et technique apprécié, le cas échéant, après avis du président du Centre national du cinéma et de l'image animée, dans les conditions définies par la convention ;

6° Fixer la part de la contribution qui doit être consacrée au développement de la production indépendante à des niveaux différents de ceux prévus aux articles 39 et 45. Sans pouvoir être inférieurs à 50 %, ces niveaux peuvent être abaissés en contrepartie d'engagements supplémentaires en faveur de l'indépendance selon des critères liés à l'œuvre et à l'entreprise qui la produit.

7° Adapter les conditions dans lesquelles une œuvre est réputée relever de la production indépendante, en :

- augmentant la durée mentionnée au 1° du I de l'article 22 sans pouvoir excéder trente-six mois et celle mentionnée au 1° du II de l'article 28 sans pouvoir excéder soixante mois ;

~~- dérogeant, en fonction des genres d'œuvres et du niveau de financement du devis par l'éditeur, à la nature et à l'étendue des droits mentionnés au 1° du II de l'article 28 ;~~

- dérogeant aux dispositions du 2° du I de l'article 22 et à celles du 3° du II de l'article 28 ;

- augmentant la part du capital social ou des droits de vote détenue, directement ou indirectement, par l'entreprise de production dans l'éditeur de services ou par l'éditeur de services dans l'entreprise de production sans pouvoir excéder 15 % ;

- permettant, par dérogation au 4° du II de l'article 28, à l'éditeur de services de détenir des mandats de commercialisation lorsque le producteur dispose pour l'œuvre en cause d'une capacité de distribution, interne ou par l'intermédiaire d'une filiale, ou d'un accord-cadre conclu avec une entreprise de distribution ;

8° Encadrer la part de la contribution qui n'est pas consacrée à la contribution à la production indépendante mentionnée à l'article 45, notamment pour la réserver à la filiale de l'éditeur ;

9° Permettre de reporter, sur les exercices suivants, la réalisation d'une partie des obligations prévue aux articles 35 et 42, dans la limite de 15 % de celles-ci et sur une période définie par la convention, ou de rattacher à un exercice, dans la même limite et sur la même période, les dépenses engagées lors d'un exercice précédent qui n'ont pas encore été prises en compte ;

Conséquence de la suppression des deuxièmes et troisièmes phrases du 1° du II de l'article 28.

<p>10° Inclure, pour le respect de l'obligation mentionnée à l'article 35, des versements en faveur de la distribution en salles d'œuvres cinématographiques ;</p> <p>11° Prévoir que les dépenses contribuant au développement de la production d'œuvres cinématographiques ne peuvent être inférieures à des montants par abonné en France ou fixés en valeur absolue ;</p> <p>12° Déduire du chiffre d'affaires net de l'exercice les recettes provenant de l'exploitation des œuvres financées par l'éditeur ou provenant des cessions de droits de diffusion d'œuvres sur lesquelles porte la contribution lorsque ces cessions interviennent entre services de télévision ou de médias audiovisuels à la demande de l'éditeur ou de ses filiales ou des filiales de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ;</p> <p>13° Préciser, pour les dépenses mentionnées au 1° du I de l'article 15, les conditions dans lesquelles l'éditeur peut détenir un droit sur les recettes d'exploitation lorsqu'il a financé une part substantielle du coût total de l'œuvre audiovisuelle ;</p> <p>14° Permettre, par dérogation à l'article 36, à l'éditeur de services d'acquérir des parts de coproduction mentionnées au 2° du I de l'article 15 dans la part de son obligation qui n'est pas consacrée à la production indépendante.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 46 bis</p> <p>Lorsque l'éditeur de service ne déclare que des dépenses engagées au titre de l'exploitation des œuvres en France et, le cas échéant, dans d'autres territoires francophones limitrophes, la proportion figurant à l'article 42 est réduite d'un quart.</p> <p>Ces dépenses sont identifiées dans les contrats et sont prises en compte dans la limite de 75 % de l'ensemble des dépenses engagées lorsque des dépenses sont engagées au titre de l'exploitation de l'œuvre dans d'autres pays.</p>	<p>Modulation de la contribution en cas de prise en compte des seuls droits France</p> <p>Cf. commentaire à l'article 42.</p>
<p style="text-align: center;">Article 47</p> <p>Lorsque l'éditeur de service en fait la demande au plus tard le 1^{er} juillet, les conventions peuvent prévoir que la contribution de l'éditeur de services au développement de la production pour l'exercice en cours est définie globalement, respectivement pour les œuvres cinématographiques et pour les œuvres audiovisuelles, pour plusieurs services de télévision ou de médias audiovisuels à la demande d'un même éditeur, d'un éditeur et de ses filiales, ou d'un éditeur et des filiales de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée.</p>	<p style="text-align: center;">Possibilité de mutualisation de la contribution à la production</p>

<p>Dans ce cadre et en l'absence de mentions particulières dans la convention prenant en compte des accords conclus postérieurement à l'entrée en vigueur du décret n°... du ...[projet de décret cabsat] entre un éditeur de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, les conditions d'exploitation d'une œuvre relevant de la production indépendante sont celles qui sont applicables, conformément aux dispositions du présent décret, du décret n° du [décret TNT] ou du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021 [SMAD], au service de l'éditeur, de sa filiale ou de la filiale de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, dont le niveau d'investissements dans cette œuvre est le plus élevé.</p>	<p>En cas de mutualisation et par défaut, la définition de l'indépendance d'une œuvre est celle applicable au service de l'éditeur qui finance le plus l'œuvre parmi tous les services du groupe.</p>
<p style="text-align: center;">Article 48</p> <p>I. - Pour les services dont le chiffre d'affaires est supérieur à 350 millions d'euros et pour les services de cinéma de premières diffusions, les conventions déterminent les conditions dans lesquelles est assurée la diversité des œuvres cinématographiques.</p> <p>Cette diversité est notamment assurée en fixant une part minimale des dépenses mentionnées au 1° du I de l'article 15 devant être consacrée à des œuvres d'expression originale française dont le devis de production est inférieur ou égal à un montant déterminé.</p> <p>II. - Pour les services dont le chiffre d'affaires est supérieur à 350 millions d'euros, les conventions déterminent les conditions dans lesquelles est assurée la diversité des œuvres audiovisuelles.</p> <p>Cette diversité est notamment assurée en fixant une part minimale des dépenses mentionnées au 1° du I de l'article 15 devant être consacrée à des œuvres d'expression originale française dont le devis de production est inférieur ou égal à un montant déterminé.</p> <p>III. – Pour les services dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 350 millions d'euros, les conventions peuvent déterminer les conditions dans lesquelles est assurée la diversité des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.</p>	<p style="text-align: center;">Diversité cinéma et audio</p>
<p style="text-align: center;">Article 49</p> <p>Pour la première application des dispositions de la présente section à un éditeur de services, les proportions figurant aux articles 35 et 42 sont réduites de moitié la première année et d'un quart la seconde à compter de la conclusion de la première convention. Cette dérogation n'est pas applicable aux éditeurs dont le service est distribué en France depuis plus de trois ans à la date d'entrée en vigueur du présent décret.</p>	<p style="text-align: center;">Montée en charge</p> <p>Alignement sur le décret SMAD.</p>

<p style="text-align: center;">Section 4</p> <p>Dispositions applicables aux éditeurs de services de télévision entièrement ou partiellement émis dans une langue autre que celle des États membres de l'Union européenne, signataires de l'accord sur l'Espace économique européen ou parties à la convention européenne sur la télévision transfrontière</p>	
<p style="text-align: center;">Article 50</p> <p>Lorsque la convention prévoit la diffusion totale ou partielle du service dans une langue non européenne inscrite dans la convention du service, les dispositions des articles 5 à 49 du présent décret et les règles relatives aux obligations de diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles prévues aux articles 7 et 13 du décret du 17 janvier 1990 susvisé ne sont pas applicables :</p> <p>1° A la part des programmes diffusés dans une autre langue que celles des Etats membres de l'Union européenne ou signataires de l'accord sur l'Espace économique européen sur le territoire de l'un de ces Etats ;</p> <p>2° A la part des programmes diffusés dans une autre langue que celles des Etats parties à la convention européenne sur la télévision transfrontière sur le territoire de l'un de ces Etats.</p>	
<p style="text-align: center;">Section 5</p> <p>Dispositions applicables aux éditeurs de services exclusivement consacrés à l'autopromotion</p>	
<p style="text-align: center;">Article 51</p> <p>Les services consacrés à l'autopromotion ne diffusent pas d'œuvres audiovisuelles ou cinématographiques, de journaux télévisés ou d'émissions d'information politique et générale.</p> <p>Ils peuvent toutefois diffuser des documentaires et des programmes sportifs sous réserve que la programmation soit exclusivement consacrée à l'autopromotion. Dans ce cas, ces services ne doivent pouvoir être reçus, directement ou indirectement, dans aucun autre État membre de l'Union européenne ou signataire de l'accord sur l'Espace économique européen ou partie à la convention européenne sur la télévision transfrontière.</p>	
<p style="text-align: center;">TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES</p>	

<p style="text-align: center;">Article 52</p> <p>Après l'article 26 du décret du 22 juin 2021 susvisé [décret SMAD], il est inséré un article 26-1-... ainsi rédigé :</p> <p>Dans le cadre des dispositions prévues à l'article précédent et en l'absence de mentions particulières dans la convention prenant en compte des accords conclus postérieurement à l'entrée en vigueur du décret n°... du ...[projet de décret cabsat] entre un éditeur de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, les conditions d'exploitation d'une œuvre relevant de la production indépendante sont celles qui sont applicables, conformément aux dispositions du présent décret, du décret n° du [décret TNT] ou du décret n° du [cabsat], au service de l'éditeur, de sa filiale ou de la filiale de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, dont le niveau d'investissements dans cette œuvre est le plus élevé.</p>	<p style="text-align: center;">Mutualisation dans le décret SMAD</p> <p>Conséquences dans le décret SMAD de la modification de la mutualisation aux articles 31 et 47 (en cas de mutualisation et par défaut, la définition de l'indépendance d'une œuvre est celle applicable au service de l'éditeur qui finance le plus l'œuvre parmi tous les services du groupe).</p>
<p style="text-align: center;">Article 53</p> <p>Le décret n° du [projet de décret TNT] est modifié comme suit :</p> <p>I. – L'article 22 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Dans ce cadre et en l'absence de mentions particulières dans la convention prenant en compte des accords conclus postérieurement à l'entrée en vigueur du décret n°... du ...[projet de décret cabsat] entre un éditeur de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, les conditions d'exploitation d'une œuvre relevant de la production indépendante sont celles qui sont applicables, conformément aux dispositions du présent décret, du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021 [SMAD] ou du décret n° du [cabsat], au service de l'éditeur, de sa filiale ou de la filiale de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, dont le niveau d'investissements dans cette œuvre est le plus élevé. » ;</p> <p>II. - L'article 37 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p style="text-align: center;">Mutualisation dans le décret TNT</p> <p>Conséquences dans le décret TNT de la modification de la mutualisation aux articles 31 et 47 (en cas de mutualisation et par défaut, la définition de l'indépendance d'une œuvre est celle applicable au service de l'éditeur qui finance le plus l'œuvre parmi tous les services du groupe).</p>

<p>« Dans ce cadre et en l'absence de mentions particulières dans la convention prenant en compte des accords conclus postérieurement à l'entrée en vigueur du décret n°... du ...[projet de décret cabsat] entre un éditeur de services et une ou plusieurs organisations professionnelles de l'industrie cinématographique ou audiovisuelle, les conditions d'exploitation d'une œuvre relevant de la production indépendante sont celles qui sont applicables, conformément aux dispositions du présent décret, du décret n° 2021-793 du 22 juin 2021 [SMAD] ou du décret n° du [cabsat], au service de l'éditeur, de sa filiale ou de la filiale de la société qui le contrôle au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée, dont le niveau d'investissements dans cette œuvre est le plus élevé. ».</p>	
<p style="text-align: center;">Article 54</p> <p>Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022. A cette date, le décret n° 2010-416 du 27 avril 2010 relatif à la contribution cinématographique et audiovisuelle des éditeurs de services de télévision et aux éditeurs de services de radio distribués par les réseaux n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel est abrogé.</p>	
<p style="text-align: center;">Article 55</p> <p>Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises à l'exception des dispositions faisant référence à celles du code du cinéma et de l'image animée et des décrets du 6 avril 1987 et du 17 janvier 1990 susvisés.</p> <p>Les références du présent décret à des dispositions qui ne sont pas applicables à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises sont remplacées par les références aux dispositions ayant le même objet applicables localement.</p>	